



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 03/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GGM RECYCLAGE

36 quai Général Leclerc
42120 Le Coteau

Références : UID4243-DSSP-024-0245

Code AIOT : 0010500155

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement GGM RECYCLAGE implanté 36, quai Général Leclerc 42120 Le Coteau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été effectuée dans le cadre du récolement de l'inspection de 2023 qui a relevé 13 non-conformités sur 14 constats effectués. 6 d'entre eux ont abouti à un arrêté préfectoral de mise en demeure daté du 16/10/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GGM RECYCLAGE
- 36, quai Général Leclerc 42120 Le Coteau
- Code AIOT : 0010500155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de la société GGM consiste en :

- du transit regroupement tri de déchets :
 - de métaux ferreux et non-ferreux relevant de la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE,
 - de DIB composés de papiers, cartons, plastiques relevant de la rubrique 2714,
 - de batterie relevant de la rubrique 2718 (déchets dangereux),
- de la location de bennes de collecte de DIB,

Aucun outillage permettant de faire de la découpe, du cisailage des métaux n'est utilisé sur le site excluant ainsi les activités relevant de la rubrique 2791 de traitement de déchets non dangereux non inertes.

L'établissement est installé au nord de la commune du COTEAU sur les parcelles cadastrales n°10, n°11 et n° 7 de la section AC.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 29/09/2006 portant autorisation d'exploiter, et par les deux arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/01/2014 et du 16/09/2014.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatives aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2713, 2014 sont également applicables.

Un arrêté de mise en demeure a été établi le 16/10/23 concernant la régularisation administrative de l'installation (Porter-à-connaissance modificatif), le stockage de déchets liquides hors rétention, le stockage des tournures d'aluminium non abrité, le suivi des eaux souterraines et la gestion des terres excavées présentes sur site.

Contexte de l'inspection : Récolement de l'inspection 2023 sur les mêmes thématiques : suivi des eaux souterraines, terres excavées polluées, plan des réseaux humides, stockage des produits chimiques, procédure d'admission, traçabilité des déchets entrants et sortant et leur synthèse, organisation des stockages, mesure acoustique, régularisation administrative.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cuves de stockage de déchets liquides	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.9.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois
2	Modifications d'activités : porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 1.5.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
3	registre d'entrées et sorties Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
4	gestion déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
5	Synthèse annuelle	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	5 mois
6	zones de tri : délimitation et signalisation	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 semaine à 6 mois (cf détail dans le rapport)
8	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 10.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	4 mois
9	Auto surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 10.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
10	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 9.1.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
11	Collecte des effluents liquides Plan	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 4.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des réseaux				
12	Analyses terres excavées présentes sur site	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 9.1.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
13	Stockage fûts de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 7.5.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Stockage de tournures d'aluminium	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les précédents délais proposés par l'inspection pour la résolution des non-conformités n'ont pas été tenus. Cependant, afin d'engager des actions correctives en mesure de remettre en conformité l'installation, l'exploitant a engagé, en mai 2024, un bureau d'étude sur les thèmes suivants ;

- **sites et sols pollués** ; surveillance des eaux souterraines et gestion des terres polluées stockées sur le site,

- **porter-à-connaissance** ; mise à jour des rubriques et porter-à-connaissance des modifications notables (dont la modification du périmètre ICPE),

- **mesures acoustiques ICPE et rejets d'eaux pluviales.**

Les différents devis ont été proposés par le même bureau d'étude le 17/01/2024. L'exploitant les transmet le jour de l'inspection, ils ont été signés le 15/05/24.

Par ailleurs, d'autres actions et investigations ponctuelles ont été menées ; stockage des tournures d'aluminium en benne chapeautée, investigation en lien avec les piézomètres, réalisation d'une synthèse annuelle à but commercial, recherche du plan des réseaux de collecte d'effluents. À ce jour, l'exploitant n'est toujours pas en mesure de fournir ce plan et devra trouver une solution afin d'en disposer et d'assurer le suivi des contrôles sur les rejets aqueux de manière exhaustive et de maîtriser son installation.


La mise en demeure ne peut pas être levée. L'exploitant devra transmettre au plus tôt le planning d'intervention du bureau d'étude dans les domaines précités et mettre en œuvre les travaux en lien au plus tôt.

L'exploitant doit poursuivre l'évacuation des 3 bidons d'huiles alimentaires vers la filière adaptée puis stocker les bidons d'AD Blue sur rétention comme le précisait le précédent rapport d'inspection. Il doit établir et engager un programme de nettoyage des surfaces ayant connu des déversements accidentels d'huiles ou autres produits chimiques, puis un programme d'organisation des stockages afin de prévoir leurs éventuels déversements accidentels. Il doit également dégager l'accès au piézomètre vulnérable du fait de l'absence de protection, identifier les stockages avec la signalisation adaptée et réaliser un roulement suffisant afin que les bennes en place ne débordent pas.

Il doit également veiller à tracer les entrées et sorties de déchet de manière exhaustive et fournir les différents documents permettant d'en rendre compte à l'inspection (registre de déchet et synthèse annuelle) et disposer d'une procédure d'admission conformément aux prescriptions en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cuves de stockage de déchets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.9.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Huiles usagées	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription	
Prescription contrôlée : durée et volume de stockage La durée de stockage des fûts ne doit pas dépasser 90 jours. Sans préjudice de limitations plus strictes en fonction de la surface disponible du centre, tout stockage de plus de 160 fûts n'est pas admis. Les chargements et déchargements se font sur aire étanche et en rétention.	
Constats : L'exploitant indique qu'il a procédé à l'élimination des fûts de graisses alimentaires en octobre 2024. A ce titre, il transmet l'échange de mail réalisé avec le prestataire OLEOVIA indiquant son souhait d'évacuer 26 fûts de 100L, 16 bidons de 50L et quelques bidons de 20L. Des tickets de pesée sont transmis à l'inspection. Ils datent du 11, 12 et 13 octobre 2023 et indiquent respectivement à l'évacuation de 1540kg, 400kg et 300 kg.  <p>L'exploitant indique que le prestataire récupère les huiles alimentaires dans le but de les retraiter et revaloriser en biocarburant. Trois petits bidons sont encore sur place, hors rétention et de l'huile est répandue sur le sol. Il conviendra de les évacuer au plus tôt et d'inclure dans un programme de nettoyage du site, le nettoyage de la surface polluée.</p> <p>Ces bidons d'huile alimentaire étaient stockés sur site depuis 15 à 20 années. L'inspection précise que le statut de transit s'applique uniquement sur des stockages n'excédant pas 1 an pour les déchets à éliminer ou 3 ans pour les déchets revalorisables, au-delà, l'activité est considérée comme du stockage.</p>	
Figure 1: Bidons d'huiles alimentaires à évacuer et sol souillé	u constat : - Évacuer, au plus tôt, les petits bidons d'huiles alimentaires restants par un collecteur agréé et les stocker sur rétention en attendant leur évacuation. - Procéder au nettoyage du sol au niveau de leur stockage actuel par le biais d'un absorbant prévu à cet effet puis une évacuation des déchets ainsi produits vers une installation adaptée et régulièrement autorisée à les traiter.
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 1 mois	
N° 2 : Modifications d'activités : porter à connaissance	
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 1.5.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour des quantités de déchets stockés sur site, Catégorie de déchets	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023	

<ul style="list-style-type: none"> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis, suite à l'inspection 2023, un courrier succinct distinguant les différents déchets accueillis et leur quantité maximale estimée. Un contrat a été établi avec un bureau d'étude afin de réaliser un dossier de porter-à-connaissance, la signature de ce document est datée du 15/05/24.</p> <p>L'inspection a constaté un stockage important de préformes de bouteille dans un hangar. Leur stockage est de longue durée, aussi, si l'évacuation de ces déchets n'est pas effective sous 6 mois il conviendra de régulariser la situation administrative de cette activité en la portant à connaissance du préfet. Au vu de la durée de stockage, elle sera à considérer comme une installation de stockage et non de transit.</p> <p>Si l'exploitant souhaite maintenir cette installation sous un statut transit, pour d'autres futurs déchets du même type, il conviendra également d'en faire la régularisation administrative.</p> <p>Ce dernier devra reprendre les éléments mentionnés dans le précédent rapport, notamment ; la nature, le flux et les quantités maximales de déchets traités, le positionnement sur les rubriques de la nomenclature ICPE (notamment 2714, 2662...) et les conclusions quant à la substantialité des modifications par rapport au dossier initial d'autorisation.</p> <p>Par ailleurs, il devra étudier la substantialité de l'ajout de la parcelle de terrain qui accueille les terres polluées et le stockage de bennes vides.</p> <p>Une seconde visite du bureau d'étude est attendue fin juin 2024. L'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre à l'issue de la réunion, le planning de réalisation du porter-à-connaissance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Transmettre le planning de réalisation du porter-à-connaissance dans un premier temps fin juin à début juillet 2024, - Transmettre un porter-à-connaissance modificatif incluant de manière exhaustive tous les changements notables effectués depuis le dernier arrêté d'autorisation : quantité, rubriques, limite du périmètre ICPE... Conclure quant à leur substantialité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>
<p>N° 3 : registre d'entrées et sorties Traçabilité des déchets</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, registre d'entrées et sorties</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée : Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets et l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu. Il est systématiquement établi un bordereau de réception. Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de</p>

<p>valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique. Les résultats des mesures de contrôle, des rapports de visite réglementaires et les justificatifs d'élimination des déchets devront être conservés pendant 5 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection indique à nouveau à l'exploitant qu'il doit se référer à l'arrêté ministériel du 31/05/21 fixant le contenu des registres de déchets afin d'établir un registre conforme. L'exploitant a débuté un tableau Excel avec un certain nombre d'éléments. Malgré ce début de travail, le tableau n'est pas exhaustif. Il répertorie uniquement les entrants et ne comporte pas toutes les informations prescrites. Aussi, l'inspection précise à l'exploitant que ce registre doit permettre de tracer l'entièreté des mouvements de déchets sur son site : aussi bien les entrants que les sortants et aussi bien les déchets dangereux que non dangereux.</p> <p>L'exploitant utilise trackdéchets pour l'évacuation des batteries et des boues de curage du séparateur d'hydrocarbures. Il transmet un bordereau de suivi de déchet. Seule une estimation de la quantité est indiquée (8t). L'inspection indique à l'exploitant qu'il devra à l'avenir s'assurer que les quantités indiquées sur les bordereaux de suivi de déchet sont bien les quantités réelles.</p> <p>Liste de lien utiles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêté ministériel du 31/05/2021 : https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563 - code de traitement déchets : https://itgreen.eu/code-traitement-dechets/ - code déchets : https://aida.ineris.fr/reglementation/liste-codification-dechets-annexe-ii-larticle-r-541-8
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compléter de manière exhaustive le registre de suivi de déchet. - Effectuer sa mise à jour quotidiennement afin d'assurer le suivi des déchets entrants et sortants.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : gestion déchets réceptionnés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, gestion déchets réceptionnés</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Admissibilité des déchets</p> <p>II. Procédure d'information préalable</p> <p>III. Procédure d'admission</p>
<p>Constats :</p> <p>Le précédent rapport n'étudie pas la procédure d'admissibilité des déchets dans le cadre de ce constat. Il indique cependant, qu'une prescription existe et que l'exploitant doit se référer à l'arrêté ministériel de prescriptions générales encadrant le site afin de l'appliquer. Lors de la nouvelle inspection, rien n'a été ajouté sur ce point.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

- L'exploitant transmettra sa procédure d'admissibilité des déchets conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel susnommé :

3.2 Admissibilité des déchets

Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection. Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :

- seul des déchets d'équipements électriques et électroniques sont admis pour les rubriques n° 2711 et des déchets non dangereux pour la rubrique n° 2716 (vérification via le registre prévu dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé) ; - pour les déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants, contrôle de leur radioactivité.

3.3 Procédure d'information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. a) Informations à fournir :

- source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.

[...]

3.4 Procédure d'admission

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ;

- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;

- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;

- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;

- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.

Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent

représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.

b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquant, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :

- présence d'une procédure répondant aux modalités définies au a.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Synthèse annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.7

Thème(s) : Risques chroniques, Synthèse

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées une synthèse de tous les déchets reçus ou enlevés, ainsi qu'un rapport sur tous les incidents de fonctionnement.

Cette synthèse mentionne la catégorie de déchets repris par famille (type de métaux, DIB, batteries...) , le code nomenclature du déchet, la quantité annuelle traitée, l'éliminateur, la filière d'élimination (valorisation, recyclage, mise en décharge).

Constats :

L'exploitant est déjà en mesure de fournir une synthèse dans une démarche commerciale. Aussi il

conviendra chaque année qu'il la transmette à l'inspection, cette dernière devra cependant reprendre tous les types de déchets en transit sur l'installation. L'exploitant indique qu'il établit cette synthèse de septembre à septembre.

L'inspection indique que les modifications notables de stockage des matériaux doivent lui être communiqués avec l'étude de leurs impacts et substantialité en lien.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fournir à l'inspection :

- la synthèse exhaustive dès le mois d'octobre des déchets reçus ou enlevés. Cette synthèse mentionne la catégorie de déchets repris par famille (type de métaux, DIB, batteries...) , le code nomenclature du déchet, la quantité annuelle traitée, l'éliminateur, la filière d'élimination (valorisation, recyclage, mise en décharge).
- un rapport sur tous les incidents de fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 6 : zones de tri : délimitation et signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.10
Thème(s) : Risques chroniques, Délimitation Signalétique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique qu'aucun changement n'a été effectué pour ce constat.</p> <p>Aussi, l'inspection souligne la nécessité d'établir un programme de nettoyage du site (cf figures 2, 3 et 4). Ce dernier pourra être couplé à la réflexion concernant l'organisation des stockages, leur délimitation et leur signalisation.</p> <p>En effet, les huiles alimentaires hors rétention se sont répandues sur le sol et la zone munie du piézomètre détérioré, près de l'entrée du site, est recouverte de déchet. L'inspection indique l'importance de protéger le piézomètre cassé de toute entrée de déchet afin de ne pas permettre la pollution des eaux souterraines ainsi rendues vulnérables.</p>  <p><u>Figure 2: Zone de compactage de carton à inclure dans le programme de réorganisation, délimitation des stockages</u></p>



Figure 3: Zone de stockage moteurs, à inclure dans le programme de réorganisation, délimitation des stockages



Figure 4: Zone de stockage aluminium, à inclure dans le programme de réorganisation, délimitation des stockages

Demande à faire :

- établir un programme de nettoyage de la zone munie du piézomètre détérioré et d'autre part celle des huiles alimentaires déversées au sol et le mettre en œuvre,
- Réorganiser le site en fonction des conclusions du porter-à-connaissance, les délimiter et signaler les zones de stockages par un affichage adapté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais :

- 1 semaine pour le nettoyage des huiles au sol et de la zone piézomètre détérioré
- 6 mois pour la réorganisation globale et la mise en œuvre du programme de nettoyage régulier

N° 7 : Stockage de tournures d'aluminium

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Quantité stockée – Locaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/09/2023

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Article 8.2.1. stockage de tournures d'aluminium

La quantité totale emmagasinée sera inférieure à 200 kilogrammes s'il existe dans le dépôt de la poudre d'aluminium, en si faible quantité que ce soit.

Le dépôt sera installé dans un bâtiment spécial, en rez-de-chaussée, non surmonté d'étages.

Il est interdit d'entreposer des matières combustibles à proximité du dépôt. Tout foyer, tout conduit de fumées ou toute canalisation d'eau chaude ou de vapeur d'eau chaude ne pourront se trouver qu'à l'extérieur du local du dépôt.

Les déchets non pulvérulents, tournures, copeaux limailles, etc., seront entreposés en tas fractionnés de hauteur maximale de quatre mètres. Chaque fraction aura une surface égale au plus à 20 mètres carrés, des passages de circulation de largeur suffisante seront aménagés entre ces tas. Si les tas sont séparés par des cloisons coupe-feu de degré 2 heures, leur surface unitaire pourra être portée à 40 mètres carrés. En principe, l'exploitation de ces tas se fera par tranches verticales jusqu'au fond, pour éviter l'accumulation de poussières métalliques sur le sol; le sol sera soigneusement nettoyé de ces poussières avant le stockage d'un nouveau tas.

Constats :

L'exploitant a acquis une benne à chapeau de 20m³ dans laquelle sont désormais stockées les tournures d'aluminium. Ces dernières sont donc désormais abritées des eaux météoriques. L'exploitant doit veiller à la propreté du site spécifiquement sur cette zone, le sol doit être régulièrement nettoyé afin d'éviter la dispersion des tournures.



Figure 5: Benne chapeautée accueillant les tournures d'aluminium

Les suites concernant

ce constat peuvent être soldées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Auto surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 10.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué à minima aux points 1 et 2 référencés dans l'étude d'impact, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander notamment en cas de plaintes du voisinage.</p>
Constats : <p>L'exploitant a signé un contrat avec un bureau d'étude concernant les mesures acoustiques de l'établissement. L'inspection indique à l'exploitant que les mesures réalisées devront être représentatives de l'activité. Aussi, l'exploitant explique à ce titre que l'activité de l'entreprise est plus importante du mois de mars au mois d'octobre avec toutefois une période plus calme sur la période estivale (août). Il est donc pertinent d'effectuer une mesure en juin ou septembre 2024.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">- Réaliser les mesures de niveau sonore par un laboratoire qualifié, en prenant compte des prescriptions de l'arrêté d'autorisation en vigueur et sur une période représentative de l'activité,- Transmettre le planning de réalisation à l'inspection en amont.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Auto surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 10.1.2											
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des eaux résiduaires											
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale											
Prescription contrôlée : <table border="1" data-bbox="213 562 1383 781"><thead><tr><th rowspan="2">Paramètres</th><th colspan="2">Auto surveillance assurée par l'exploitant</th></tr><tr><th>Type de suivi</th><th>Périodicité de la mesure</th></tr></thead><tbody><tr><td colspan="3">Eaux résiduaires après épuration vers réseau d'épuration collectif</td></tr><tr><td>Hydrocarbures</td><td>Prélèvement unique</td><td>Annuelle</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant		Type de suivi	Périodicité de la mesure	Eaux résiduaires après épuration vers réseau d'épuration collectif			Hydrocarbures	Prélèvement unique	Annuelle
Paramètres		Auto surveillance assurée par l'exploitant									
	Type de suivi	Périodicité de la mesure									
Eaux résiduaires après épuration vers réseau d'épuration collectif											
Hydrocarbures	Prélèvement unique	Annuelle									
Constats : <p>L'exploitant a signé un contrat avec un bureau d'étude concernant la réalisation des analyses sur les rejets d'eaux pluviales. Il est nécessaire de s'assurer de la qualité des rejets au plus tôt.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique avoir réalisé, fin 2023, l'entretien du séparateur d'hydrocarbures réceptionnant l'intégralité des eaux pluviales des surfaces imperméabilisées du site. Il fournit un bordereau de suivi de déchet généré via la plateforme trackdéchet le 21/11/2023. Il indique que le prestataire réalise également un nettoyage au niveau de chaque regard d'eaux pluviales.</p>											
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">- Réaliser les contrôles sur les rejets d'eaux résiduaires afin de s'assurer de leur qualité au plus tôt et mettre en œuvre des actions correctives au besoin,- Transmettre les conclusions à l'inspection,- Maintenir une surveillance régulière et adaptée à l'exploitation pour les rejets aqueux.											
Type de suites proposées : Avec suites											
Proposition de suites : Demande d'action corrective											
Proposition de délais : 3 mois											

N° 10 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 9.1.3	
Thème(s) : Risques chroniques, CAS PARTICULIER DU MILIEU EAUX SOUTERRAINES	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription	
Prescription contrôlée : <p>Quelle que soit la démarche « plan de gestion et/ou « identification de l'état des milieux » et sauf dans le cas où le milieu eaux souterraines est jugé invulnérable, il sera procédé à un contrôle du milieu.</p>	
Constats : <p>L'exploitant a également signé un contrat avec un bureau d'étude concernant le suivi des eaux souterraines. Il est nécessaire de s'assurer de la qualité des rejets au plus tôt. L'exploitant indique qu'une intervention de leur part a déjà eu lieu sur le site. Le piézomètre qui n'avait pas été retrouvé lors de l'inspection en 2024 a pu être repéré à proximité de l'entrée. La protection est cassée et des déchets le recouvrent. L'inspection indique la <u>nécessité de nettoyer la zone et de protéger l'accès aux eaux souterraines</u> (cf constat n°6). L'emplacement de ce piézomètre a été identifié par un marquage au mur.</p> <p><u>L'exploitant explique que le bureau d'étude a indiqué la nécessité de réaliser un nouveau forage à proximité.</u></p> <p><u>L'inspection souligne l'importance de procéder au comblement du piézomètre détérioré conformément aux textes qui le prévoient.</u></p>	
<p>5 points de prélèvement sont distingués : 1 puits dans l'entreprise voisine, 2 dans des jardins adjacents, 1 dans la le fleuve Loire et 2 dans les piézomètres de l'installation. Le bureau d'étude doit confirmer l'autorisation de prélèvement au niveau des points identifiés dans les parcelles privées.</p> <p>L'exploitant indique avoir abouti son investigation quant au tube PVC rempli de sable à proximité d'un des bâtiments ; il s'agit d'une ancienne évacuation d'eau de toiture.</p>	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">- Réaliser un nouveau forage au niveau du piézomètre détérioré après avoir procédé à son comblement conformément aux normes en vigueur,- Faire établir des analyses d'eaux souterraines par un laboratoire agréé, conclure quant aux valeurs d'émissions prescrites et ces informations à l'inspection.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 11 : Collecte des effluents liquides Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 4.2.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023	

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un plan des réseaux interne au site. Il indique qu'il s'est rapproché du maçon à l'origine de la création du dallage afin de récupérer dans son historique les plans des réseaux souterrains (ce dernier étant intervenu en 2004 et 2012 pour l'imperméabilisation des sols). Il a également procédé à une demande au niveau de la Roannaise des eaux. L'exploitant est à ce jour en attente d'une réponse de leur part.

Si aucun plan n'est retrouvé dans les archives des différentes parties, l'exploitant devra en établir un nouveau. Le jour de la visite, l'exploitant indique avoir déjà engagé une discussion avec le bureau d'étude à cet effet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre le plan exhaustif des réseaux de collecte des effluents du site : légendes, distinction des différents types d'effluents, séparateur d'hydrocarbures, grilles d'avaloir, points de rejet, points de prélèvement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Analyses terres excavées présentes sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 9.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>A l'issue de cette analyse un plan de gestion sera proposé ou son absence justifiée. Celui-ci sera établi en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, etc) sur la base d'un bilan coût - avantage. Dans tous les cas les possibilités de suppression des sources de pollution ponctuelles ou des points « chauds » seront présentées. Ce plan de gestion devra garantir la compatibilité de l'état des milieux avec leurs usages.</p>
Constats : <p>L'exploitant a signé un contrat avec un bureau d'étude concernant la thématique des sites et sols pollués dans le but de réaliser un plan de gestion de ces dernières. En effet, l'exploitant indique qu'un scalpage de 5 à 6 cm avait été réalisé dans le but de dépolluer le sol avant de l'imperméabiliser. Ces terres polluées devaient rester stockées jusqu'à leur dépollution naturelle. L'exploitant indique que deux campagnes d'imperméabilisation ont été menées ; une campagne en 2004 et l'autre en 2012.</p> <p>Le précédent rapport indique que ces terres ont été déplacées par rapport à leur endroit initial, en 2011. Elles se trouvent désormais sur la parcelle non imperméabilisée et qui ne fait pas partie initialement du périmètre ICPE et auraient été déplacées entre 2011 et 2014. Un rapport de bureau d'étude indique, en 2011, que sur les 5 points de prélèvement, seule la zone identifiée P1 comportait une teneur en hydrocarbures trop élevée.</p> <p>Aussi il conviendra de s'assurer de la dépollution et de la gestion des terres mais également d'identifier les pollutions qu'elles ont pu engendrer dans les sols sur lesquels elles sont restées stockées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">- Établir et proposer à l'inspection un plan de gestion des terres polluées et, au regard des analyses, définir la filière adaptée pour leur évacuation,- Transmettre au plus tôt le planning d'intervention du bureau d'étude.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Stockage fûts de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. [...]

Constats :

Les nouveaux fûts d'AD Blue sont stockés sur rétention dans un bâtiment disposant d'une rétention bétonnée.

Cependant, 3 fûts différents sont ouverts et stockés sur palette dans le local où se situe la cuve à mazout. Comme indiqué dans le rapport précédent, ces fûts doivent faire l'objet d'un stockage sur rétention. L'opération doit être effectuée au plus tôt. Il conviendra également de prévoir à l'avenir d'ouvrir les bidons les uns après les autres et non tous en simultané afin de réduire les risques de déversement.

Aussi, cette opération pourra s'intégrer dans le cadre du programme de nettoyage et de réorganisation-identification des stockages précédemment indiquée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Figure 7: Fûts d'AD Blue hors rétention

- Mettre en place, au plus tôt, les fûts d'AD Blue sur rétention ; aussi bien les nouveaux que ceux en cours d'utilisation,
- Prévoir une organisation adaptée d'utilisation des bidons ;
- * l'ouverture des fûts les uns après les autres et non tous en simultané,
- * l'accessibilité et des conditions d'utilisation prévoyant les déversements accidentels.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois